

10 Compte financier de la balance des paiements

Le compte financier de la balance des paiements retrace tous les flux financiers entre la France et l'étranger, plus précisément entre les résidents et les non-résidents. Ces flux financiers recouvrent les investissements directs, les investissements de portefeuille, les « autres investissements », principalement sous la forme de dépôts et de prêts et emprunts, les flux liés aux instruments financiers dérivés et les acquisitions ou cessions d'avois de réserve. Ils équilibrent, aux erreurs et omissions près, le solde des transactions courantes. Ainsi, en 2018 comme les années précédentes depuis 2008, des entrées nettes de capitaux financent le solde déficitaire des transactions courantes. Par ailleurs, elles diminuent la position extérieure nette des résidents français qui mesure leur patrimoine financier net.

Au sein du compte financier, les investissements directs (prises de participation au moins égales à 10 % du capital, bénéfiques réinvestis et prêts entre sociétés affiliées) se soldent en 2018 par des investissements nets (c'est-à-dire des sorties nettes de capitaux) particulièrement élevés, de 55 milliards d'euros, après 10 milliards d'euros en 2017. Ces investissements nets portent sur les opérations en capital social, dont le solde net passe de 1 milliard d'euros en 2017 à 55 milliards d'euros en 2018. Les investissements français à l'étranger en capital social, marqués par plusieurs très grandes opérations de fusions transfrontières, s'inscrivent à 86 milliards d'euros, soit leur niveau le plus élevé depuis l'an 2000. Les opérations de prêts intra-groupes, qui relèvent elles aussi des investissements directs, se soldent à l'inverse par des entrées nettes de capitaux.

Après retraitement des prêts et emprunts entre sociétés sœurs appartenant à un même groupe international, les investissements français à l'étranger nets s'élèvent à 87 milliards d'euros (37 milliards d'euros en 2017) et les investissements étrangers en France nets à 32 milliards d'euros (après 26 milliards d'euros).

En 2018, les investissements de portefeuille nets s'établissent à - 5 milliards d'euros. Les achats nets de titres étrangers par les résidents s'élèvent à 19 milliards d'euros, en net recul par rapport à 2017 (54 milliards). Les acquisitions nettes de titres de dette à long terme (43 milliards d'euros), et dans une moindre mesure, de parts d'organismes de placement collectif (OPC), pour 13 milliards d'euros et de titres de dette à court terme pour 4 milliards d'euros sont en partie compensés par des désinvestissements sur les actions (- 42 milliards d'euros). Les acquisitions nettes de titres français par les non-résidents s'élèvent à 24 milliards d'euros : ils acquièrent des titres de dette à long terme pour 83 milliards d'euros ; en sens inverse, ils réduisent de 7 milliards d'euros leur détention d'actions françaises, de 10 milliards d'euros celle des parts d'OPC et de 41 milliards d'euros celle des titres de dette à court terme.

Par ailleurs, les opérations courantes de prêts et emprunts dites « autres investissements » se traduisent par des entrées nettes de capitaux, pour 62 milliards d'euros, après 60 milliards d'euros en 2017, le secteur bancaire français ayant notamment à nouveau été contributeur net en financements levés auprès de l'étranger, dans une proportion plus forte que les années précédentes. ■

Compte financier de la balance des paiements 10

1. Compte financier de la balance des paiements

en milliards d'euros

	2016	2017	2018
Investissements directs	37,7	10,2	55,2
Français à l'étranger¹	58,6	36,6	86,8
Capital social	34,6	23,3	85,6
Réinvestissement des bénéfices	13,4	12,7	13,5
Prêts intragroupes et crédits commerciaux	10,6	0,7	- 12,3
Étrangers en France¹	20,8	26,4	31,6
Capital social	18,9	22,0	30,2
Réinvestissement des bénéfices	7,6	9,1	6,6
Prêts intragroupes et crédits commerciaux	- 5,6	- 4,6	- 5,2
Investissements de portefeuille...	0,2	23,6	- 5,0
... des résidents sur titres émis par les non-résidents	36,4	53,6	19,2
Actions	4,0	24,1	- 41,7
Titres d'OPC	11,9	27,3	13,3
Obligations et assimilés	25,3	- 19,1	43,3
Titres de créance à court terme	- 4,8	21,3	4,3
<i>dont titres publics</i>	- 14,6	- 28,0	28,7
... des non-résidents sur titres émis par les résidents	36,3	30,0	24,2
Actions	7,5	7,1	- 7,5
Titres d'OPC	21,0	21,5	- 10,3
Obligations et assimilés	4,3	- 4,5	83,0
Titres de créance à court terme	3,4	5,9	- 41,0
<i>dont titres publics</i>	- 9,6	- 16,3	- 13,8
Instruments financiers dérivés	- 15,9	- 1,2	- 25,9
Autres investissements	- 41,1	- 60,5	- 62,0
<i>dont IFM²</i>	- 27,8	- 13,6	- 47,0
Avoirs de réserve	2,2	- 3,0	10,4
Compte financier	- 16,8	- 31,0	- 27,3
Erreurs et omissions nettes	- 7,1	- 14,9	- 14,3

1. Après compensation des prêts entrants et sortants entre sociétés sœurs appartenant à un même groupe.

2. IFM : institutions financières monétaires.

Note : convention de signe de la 6^e édition du manuel de la balance des paiements. S'agissant des opérations en avoirs et en engagements du compte financier, un chiffre positif reflète une augmentation des avoirs ou des engagements, tandis qu'un chiffre négatif représente une diminution des avoirs ou des engagements. S'agissant du solde, un chiffre positif traduit une augmentation nette des avoirs des résidents ou une diminution de leurs engagements, un chiffre négatif traduit une diminution nette des avoirs des résidents ou bien une augmentation de leurs engagements.

Champ : France.

Source : Banque de France.

La balance des paiements est établie depuis 2014 suivant la nouvelle méthodologie internationale de la 6^e édition du manuel de la balance des paiements du FMI. L'introduction de la nouvelle méthodologie s'est accompagnée d'une révision des séries à la suite de l'introduction de nouvelles collectes (notamment

sur les services) et d'une réropolation jusqu'en 1999.

Le site internet de la Banque de France (<http://www.banque-france.fr>) met à disposition des notes et études détaillant la méthodologie de la balance des paiements ainsi que les principales séries statistiques, mises à jour chaque mois.